



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/44/Add.16  
1er mai 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

EXPOSÉ SUCCINCT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES QUESTIONS  
DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST SAISI ET SUR L'ÉTAT  
D'AVANCEMENT DE LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/1998/44 du 9 janvier 1998 et S/1998/44/Add.13 du 9 avril 1998.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 25 avril 1998, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions ci-après :

Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1998/287)

Le Conseil de sécurité a examiné cette question à sa 3874e séance, tenue le 22 avril 1998, comme convenu lors de consultations préalables.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sur la demande de celui-ci, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a déclaré qu'à l'issue de consultations, il avait été autorisé à faire au nom du Conseil une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte, voir S/PRST/1998/10; à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1998).

La situation en Afrique (voir S/1997/40/Add.38 et S/1998/44/Add.15)

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de cette question à sa 3875e séance, le 24 avril 1998; il était saisi du rapport du Secrétaire général (S/1998/318). La séance a été suspendue une fois et reprise une fois.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants des pays ci-après, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Bangladesh, Belgique, Cameroun, Canada, Chypre, Colombie, Comores, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guyana, Inde, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, Malaisie, Malawi, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Tunisie, Ukraine et Zimbabwe.

En réponse à la demande du Directeur du Bureau de liaison du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à participer au débat en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Comme convenu lors de consultations préalables du Conseil, le Président a invité Mme Sylvie Junod, Chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer au débat en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En réponse à la demande du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies et comme convenu lors de consultations préalables du Conseil, le Président a invité l'archevêque Jean-Louis Tauran, Secrétaire chargé des relations du Saint-Siège avec les États, à participer au débat.

-----